



Feuille de route  
**PLAN ET  
INNOVATION**

---

# RETROUVER NOTRE PUISSANCE INDUSTRIELLE

# Principes

---

Nous avons raté la première vague de la III<sup>e</sup> révolution industrielle. La deuxième vague qui commence concerne les technologies vertes, et le numérique permet de bâtir des architectures complexes dont les mix énergétiques. Les énergies renouvelables sont encore largement un mythe : très faible rentabilité, conséquences parfois désastreuses sur l'environnement (notamment les éoliennes) et quand elles prétextent une fermeture des centrales nucléaires remplacées par des centrales à charbon et des éoliennes.

**La réindustrialisation est très liée à la performance de notre recherche et de son application à l'innovation.** Le général de Gaulle nous avait légué une France qui consacrait 6% de son PIB à la recherche ; elle n'en consacre plus aujourd'hui qu'un peu plus de 2%, et encore en incluant des dispositifs comme le CICE qui allait à des grandes entreprises qui innovent peu alors que les PME ne sont pas assez soutenues et que le développement des ETI (entreprises de taille intermédiaire) ne l'est pas non plus.

Le rôle de l'État n'est pas, sauf exceptions liées aux circonstances, de gérer et de développer une ahurissante bureaucratie. **Notre État est devenu une monstruosité fruit de la copulation entre une haute fonction publique intouchable et le néolibéralisme.** Nous avons aujourd'hui l'inconvénient cumulé des deux, le capitalisme des fonctionnaires titulaires qui ne voient l'économie qu'au travers d'une idéologie sommaire et ne sont pas responsables des faillites qu'ils déclenchent, et un ultra-libéralisme qui refuse à l'État d'agir quand cela serait nécessaire : on laisse vendre Alstom et bien d'autres entreprises stratégiques au nom d'une vision béate de la « mondialisation heureuse » qui nous appauvrit et nous désarme.

A l'opposé, l'histoire du développement économique explique comment les pays riches sont devenus riches et pourquoi les pays pauvres restent pauvres. **Le rôle d'un État stratège a été et reste toujours essentiel pour fixer le cadre du développement.** Tous les États stratèges ont reposé sur six principes qui sont toujours d'actualité, contrairement à ce que prétendent les « modernes ».

## Un État stratège

### 1. Une vision politique de la société

L'assujettissement du politique à l'économie est un non-sens qui soumet le long terme au profit immédiat à court terme. **Le commerce et l'industrie procèdent de la politique et non l'inverse.** L'activité commerciale ne se maintient pas par accident, mais est une affaire d'État. Dans notre histoire, la France s'est sortie de la crise économique postérieure à la guerre de 1870 par le Plan Freycinet, délicat équilibre entre l'investissement public et les entreprises qui a permis de doter la France d'un réseau dense de voies ferrées – dont l'absence fut une des causes de la défaite de 1870 – et de ports, afin d'intégrer l'économie largement rurale de la III<sup>e</sup> République naissante à l'économie de la II<sup>e</sup> révolution industrielle.

# Principes

**La connaissance du commerce et de l'industrie est l'art d'interconnecter la richesse et la puissance et la justice sociale en est un axe fondamental. L'économie n'a de sens qu'au service d'une société régie par le principe du bien commun.** Le bien commun n'est pas qu'un impératif moral normatif, c'est un principe pratique qui naît de l'analyse de la nature des choses, de ce qui est socialement opportun et nécessaire. Dans les écrits des premiers économistes italiens, la synergie entre activités économiques est productrice de *ben comune* parce qu'elle contribue au développement harmonieux de la cité. Le bien commun est la condition d'activités à rendements croissants car elles supposent des interactions entre l'économie, le social, le politique et la technique. Il est la clé de voute de la stabilité du cadre institutionnel. La lutte contre la pauvreté n'est pas – seulement – une dépense sociale mais un investissement : un territoire gangréné par la pauvreté, un faible niveau de vie, une mauvaise santé – les anciens territoires miniers du Nord de la France ont une espérance de vie inférieure de huit ans à la moyenne nationale – sont des territoires qui n'attireront pas de nouvelles forces vives, qui seront sujets à l'instabilité sociale et rendus vulnérables aux crises sanitaires.

A l'opposé, l'histoire du développement économique explique comment les pays riches sont devenus riches et pourquoi les pays pauvres restent pauvres. Le rôle d'un État stratège a été et reste toujours essentiel pour fixer le cadre du développement. Tous les États stratèges ont reposé sur six principes qui sont toujours d'actualité, contrairement à ce que prétendent les « modernes ».

## 2. Comprendre que les sources de la création de richesse résident dans le choix des « bonnes activités » à rendement croissant

Les activités à rendement croissant sont celles qui contiennent de l'intelligence et de la technologie. L'État stratège se doit d'être actif pour stimuler les synergies entre activités industrielles : les industries vont croître au centre et l'effet des rendements croissants va se déployer sur la technologie de la périphérie agricole dont les rendements vont croître.

## 3. Comprendre que richesse et puissance sont intimement liées

Un pays qui a perdu son indépendance a perdu sa capacité d'initiative stratégique. Cette puissance repose sur une force militaire qui ne doit pas dépendre de l'étranger, comme c'est le cas actuellement avec l'intégration de l'OTAN. Idéalement, elle s'exerce par le soft power, soit le pouvoir d'influence par les idées dominantes. **Cela va de la définition d'un cadre intellectuel de pensée et d'action à des questions techniques comme la normalisation.** La normalisation est ainsi devenue, par les contraintes qu'elle induit, un élément de cadrage des politiques publiques. Face au déclin et à l'impuissance des actions militaires, les actions d'influence directes ou diffuses par le biais d'acteurs privés (lobbying) posent un nouveau défi aux États qui devront en maîtriser la dynamique, sous peine d'être maîtrisés par elle.

# Principes

## 4. Comprendre le lien entre administration et stratégie de l'État

La nécessité d'une coévolution de l'administration et de l'État est un élément clé de l'État stratège. Les hauts fonctionnaires réformateurs dans la France des années 1950 et 60 avaient compris le besoin de modernisation de l'administration pour faire face aux enjeux de la planification qui donnait, en cette période des « Trente glorieuses », le pouvoir aux ministères techniques. **Les hauts fonctionnaires du ministère des Finances, de la direction du Budget et de celle de la prévision comprirent la nécessité de s'allier pour développer le savoir-faire micro-économique nécessaire à la mise en œuvre des grands programmes macro-économiques du Plan.**

On envoya des hauts fonctionnaires aux Etats-Unis étudier l'expérience du *Planning, Programming and Budgeting System* lancée par le secrétaire d'État à la défense Robert Mc Namara. **Mais nous étions bien loin des idées actuelles de copie de « modèles » étrangers : Il s'agissait « de s'inspirer plutôt que d'importer »**, d'une logique où le planning définit la stratégie (le choix des objectifs), le programming la tactique de choix des moyens et de la mise en œuvre, et le budgeting les allocations de ressources budgétaires.

**L'administration sortit de sa culture purement technocratique en travaillant avec des sociologues**, au premier rang desquels Michel Crozier qui a souligné le rôle du Plan comme ferment d'une réforme en profondeur de l'administration face au constat que, dans son état d'alors, l'administration ne pouvait être un relais fiable de l'action politique constituée par le Plan. Des liens se tissèrent entre hauts fonctionnaires réformateurs et sociologues pour mettre le mode de pensée et de fonctionnement de l'administration en adéquation avec la stratégie politique ambitieuse formulée par l'État gaullien en 1958.

Michel Crozier implanta à cette époque une démarche de recherche de type baconien, où seules l'observation et l'analyse de « comment ça change » et de « comment les gens changent », bref « l'apprentissage social et institutionnel », permettent de cerner les capacités d'action des réformateurs. **Il s'agit là d'un « art » au sens classique du terme, soit la capacité à gérer un environnement complexe tissé de contradictions, où la capacité d'adaptation au contexte et de création de connaissance opérationnelle *in situ* est la clé.** Nous sommes aux antipodes du bricolage institutionnel au cœur de l'incompétence de l'administration actuelle, où chaque nouveau problème génère une structure supplémentaire.

## 5. Promouvoir les entrepreneurs et combattre les rentiers

L'histoire du développement se déploie par cycles : **parvenus à un certain stade de richesse, les pays perdent leur dynamisme et se retournent vers la rente.** Ce fut le cas du déclin anglais dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle où l'on a vu les industriels anglais quitter l'industrie pour préférer la rente foncière. **La politique fiscale joue ici un rôle implorant en taxant la rente et favorisant l'investissement dans les activités productives.**

# Principes

---

**De même, le système de valeur doit mettre en avant les savants.** En février 1959, Charles de Gaulle définissait ce qui sera la ligne de sa V<sup>e</sup> République : « *L'État a le devoir et la fonction d'entretenir dans la nation un climat favorable à la recherche* ». La République a besoin de savants, ce sont eux qu'il faut honorer et moins les « artistes » plus ou moins incultes qui pérorent sur ce qu'ils ignorent.

## 6. Tenir la finance à bride serrée

Dès la première crise financière de l'ère moderne, en 1720, les États qui se sont développés ont compris que la finance détruisait l'économie réelle au profit de l'illusion du pouvoir régulateur des marchés financiers. La monnaie doit pourtant se créer et se contrôler en fonction des besoins de la croissance. Après les guerres napoléoniennes, la dette de l'Angleterre était de 250% du PIB. Elle inventa la dette perpétuelle servant une rente de 3% qui fut finalement payée par la croissance, le système fiscal et douanier taxant les importations et les activités les moins productives.

## Valoriser nos atouts

**Réindustrialiser la France veut dire valoriser les quatre dimensions de notre capital** : naturel, intellectuel, technologique et humain.

### 1. Le capital naturel

La France dispose d'un capital naturel exceptionnel par la qualité de ses paysages, de sa gastronomie et de son histoire. Ce capital est la source d'une qualité de vie qui attire les entreprises et surtout leurs créateurs, et il est à la source d'importantes entrées de devises qui pourraient être investies dans le développement économique. Mais que l'on y prenne garde ! **Le tourisme est une activité à rendement décroissant dont on voit les dégâts dans les pays qui misent sur lui de façon déraisonnable** : dégradation des paysages, des tissus urbains, perte d'identité culturelle, atteinte au patrimoine... Tourisme et activités traditionnelles, au premier rang desquelles l'agriculture doivent aller de pair comme dans les régions qui ont une politique touristique intégrée au développement régional comme le Jura : limitation des équipements touristiques pour éviter une surfréquentation destructrice. Le développement exagéré des stations de ski qui fait proliférer les « lits froids » (occupés moins de deux mois par an) quand la population locale ne trouve pas à se loger, tout comme pour certaines côtes, est à proscrire pour privilégier un développement équilibré et maîtrisé par les populations locales.

# Principes

**Le capital naturel est lent à construire et peut se détruire très vite.** Au nom d'une pseudo « urgence écologique » nos paysages sont massacrés par des éoliennes qui dégradent l'environnement (à commencer par l'imperméabilisation des sols par les deux mille tonnes de béton de chaque socle), ne sont pas rentables et requièrent le développement de centrales au charbon, elles ont d'une durée de vie courte (une vingtaine d'année) et seront très coûteuses à démanteler (des coûts d'ailleurs jamais budgétés). La Suisse est un bon exemple de pays qui a su gérer son capital naturel exceptionnel pour lui procurer des entrées de capitaux investis dans l'industrie tout en préservant ses milieux naturels, ses cultures, ses systèmes de vie et ses identités.

## 2. Le capital intellectuel

La France est l'un des pays – avec l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne – à l'origine du développement des sciences en Europe. Nous sommes en train de perdre cet héritage. Son rang décroît sans cesse dans les classements internationaux de publications scientifiques. **Les chercheurs les plus brillants tendent à s'expatrier pour bénéficier des meilleures conditions de travail.** Alors que les crédits sont globalement insuffisants, ceux-ci sont souvent dissipés dans des filières n'offrant pas de débouchés professionnels et parfois dans des pseudosciences à préoccupation essentiellement idéologiques (« études de genres », certains départements politisés de sociologie, ou la surcharges de sections comme les Staps) ou franchement nuisibles comme les pseudo « sciences de l'éducation ».

**La gestion des universités doit être revue.** Elle confond la décentralisation avec une illusion d'autonomie tout en maintenant la centralisation dans la gestion des personnels. La clé d'une évolution se trouve sûrement dans l'évaluation indépendante et extérieure des universités, à l'image du système suisse où des scientifiques étrangers viennent évaluer les universités pendant un an, moyennant l'impossibilité d'y occuper toute fonction afin d'éviter tout conflit d'intérêts.

**La recherche scientifique est un processus à deux versants :** un processus amont qui est celui de la découverte, par nature aléatoire, et un processus aval finalisé vers des applications pratiques. Autant le premier doit être libéré de toute finalité, autant le second doit identifier les domaines stratégiques pour notre développement. Le système actuel privilégie beaucoup trop l'aval – tout en lui consacrant insuffisamment de moyens, en demandant à des chercheurs jusqu'à justifier en amont le nombre d'emplois créés par leur découverte. La recherche fondamentale est écrasée de paperasse et de dossiers à remplir qui peuvent prendre jusqu'à 40% du temps des chercheurs. **Le financement de la recherche fondamentale ne doit pas avoir d'autre critère que la qualité de la recherche et des chercheurs et en respectant leur totale liberté.**

Quelles que soient les disciplines, sciences molles comme sciences dures, le rapprochement entre la recherche universitaire, à l'origine de la majorité des innovations, et l'économie au sens large (comprenant par exemple les politiques publiques) doit être favorisé.

# Principes

Des dispositifs comme celui, américain, des SBIR (Small Business Research Program) qui consacre un pourcentage de l'achat public (donc à coûts constants) à des petites entreprises innovantes animées par des universitaires permettent au développement de l'entreprise de se mettre au niveau de l'art de la science. Dans le contexte de la III<sup>e</sup> révolution industrielle, l'innovation est au carrefour des disciplines scientifiques, sciences dures (électronique, intelligence artificielle, robotisation, médecine, science des données...) comme sciences molles (sociologie des usages, sciences de la complexité, rôle des institutions...). L'ingénieur du XXI<sup>e</sup> siècle redevient, comme au début de l'ère industrielle, un homme complet à l'image des Francis Bacon, Blaise Pascal et Gianfrancisco Vico.

Il faut bien sûr souligner l'importance de **la restauration d'un enseignement primaire et secondaire à la hauteur de ce qui fut le sien**. La complexité des technologies de la III<sup>e</sup> révolution industrielle requiert un haut niveau de culture générale, car, comme le soulignait le capitaine de Gaulle *« par elle, la pensée est mise à même de s'exercer avec ordre, de discerner dans les choses l'essentiel de l'accessoire, (...) de s'élever à ce degré où les ensembles apparaissent sans préjudice des nuances. Pas un illustre capitaine qui n'eût le goût et le sentiment du patrimoine et de l'esprit humain »*. Il n'est pas pensable de continuer avec un système scolaire devenu une « fabrique de crétins » inaptés à l'emploi. On ne fait pas de l'or avec du plomb. La base de la performance économique est le niveau moyen d'instruction de la population.

**Une politique d'intelligence économique, qui n'a jamais véritablement intéressé les politiciens français, permettra d'identifier les technologies de demain dans lesquelles la France doit investir pour regagner sa place parmi les grands joueurs mondiaux.** Il s'agira de s'informer sur les avancées de la recherche et de l'innovation dans tous les pays, pour pouvoir retrouver une place en tête sur la frontière technologique. Pour faire valoir l'avantage spécifique de la France avec la Francophonie, la France organisera des programmes de co-développement pour permettre à nos partenaires francophones (Afrique sub-saharienne, Maghreb, Océan Indien) et francophiles de s'extraire de la logique funeste de « l'aide au développement ».

Le rôle de l'intelligence économique est aussi d'identifier les activités à rendement croissant de demain, les secteurs stratégiques (défense nationale, renseignement, traitement de l'information...) qui devront bénéficier d'une protection et d'un soutien de l'État et de protéger ces entreprises contre la prédation.

## 3. Le capital technologique et industriel

La France a vu la perte des entreprises et des emplois industriels s'accroître au nom de mythes stupides comme « l'entreprise sans usines » ou « l'économie basée sur les services ». **La base de l'industrie c'est la technologie, et la technologie est bien plus qu'une technique : c'est un savoir-faire, un capital de connaissance qui fait que l'on est capable de développer une activité et d'autres non.**



## Principes

---

Ce savoir-faire est immatériel et enraciné dans l'histoire et la culture d'un territoire. L'enquête de Pierre Veltz montre les richesses de nos territoires qui sont les lieux essentiels de l'innovation, car ils fournissent un cadre idéal pour l'émergence des idées et des projets. Les savoirs-faires, cultures et personnalités des territoires doivent être entretenus. **Cela commence par le retour à une politique d'aménagement du territoire qui doit rompre avec la politique des métropoles qui a organisé le dépérissement de la « France périphérique ».**

La première tâche d'aménagement du territoire consiste à revitaliser des réseaux de transport qui ont été sacrifiés au profit du surinvestissement dans les lignes à grande vitesse et les autoroutes vendues par l'État au secteur privé alors qu'elles ne lui appartenaient pas. **Les politiques publiques de sous-investissement dans les infrastructures dont on a vu les dégâts en Italie concernent aussi la France.** Ponts, bâtiments, transport, TER, réouverture des petites lignes régionales sont autant d'opportunités de grands travaux. Un Plan Freycinet version XXI<sup>e</sup> siècle sera le bienvenu, en revoyant son financement pour préférer la rente perpétuelle au plan d'amortissement qui fut celui de l'époque. Il ne s'agira pas d'un plan strictement de dépenses publiques pour résorber le chômage mais d'un plan d'investissement dans le développement des territoires.

La renaissance de nos territoires passe par le développement ou la renaissance de villes moyennes qui pourra s'inscrire dans une stratégie de « villes intelligentes », soit des villes favorisant les interactions entre habitants et activités. Ces interactions entre activités sont les supports d'une économie innovante, pour reconverter certains territoires dont la mono-activité est devenue obsolète et constitue des poches de sous-développement et de pauvreté, en agglomérations industrielles basées sur des activités à rendements croissants.

**La politique de la ville est, en France, une catastrophe, incapable de traiter les problèmes du mauvais développement urbain :** violence sociale, criminalité, trafic de drogue (dont la consommation représente 3,1 milliards d'euros en France avec des conséquences sanitaires mais surtout sur la décomposition sociale et la déscolarisation des jeunes), la pollution, le stress avec ses conséquences sur la santé, etc.

La ville a généralement été conçue comme une « machine à habiter » ne remplissant qu'une seule fonction alors qu'elle est historiquement le lieu des synergies entre activités économiques, de la vie civique et des interactions sociales. Les technologies modernes (numérique, gestion de l'énergie...) permettent de concevoir les villes comme des « systèmes de vie » intégrant habitat, transport, gestion de déchets, recyclage de l'énergie... sur le mode de l'économie régénérative où les écosystèmes technologiques, humains et naturels sont en symbiose, où chaque écosystème consomme les ressources produites par les autres. **Dans l'économie symbiotique, la consommation des ressources ne diminue pas la quantité de ressources disponible mais l'augmente.** Cela suppose un changement radical : les dépenses dans la ville ne sont pas des dépenses si l'on intègre la valeur des impacts d'un aménagement. Un immeuble d'habitation, aussi moderne et écologique soit-il, génère des coûts en transport, pollution, stress, santé s'il génère de longs déplacements entre le domicile et le lieu de travail, première source de stress à la base des maladies cardio-vasculaires.

# Principes

**Une ville intelligente n'est pas une ville truffée de gadgets électroniques, mais une ville qui favorise les interactions créatrices entre les habitants qui sont à la source du développement.**

**Nos territoires ont subi une agression frontale avec la désertification médicale.** Or, comme le note nos amis suisses, la santé fait partie de l'identité d'un territoire. Une politique territoriale de santé permet de comprendre les pathologies d'un territoire et de définir des stratégies de prévention et de soin. Décider de fermer une maternité qui fait moins de 300 accouchements par an n'est pas qu'une décision économique : elle doit être appréciée au regard de son impact, car un territoire sans maternité, sans réseaux de soins, ne pourra attirer de jeunes ménages de personnel qualifié qui seront la source de la revitalisation des territoires.

**Il y a là la possibilité de développer un savoir-faire français dans la conception des villes.** Nous avons déjà une offre industrielle dans tous les domaines concernés : construction, assainissement, énergie, routes, réseaux de transport... Nous avons également des compétences en ingénierie des systèmes complexes qui permettraient de **concevoir la ville en symbiose avec son environnement et son territoire et non comme une somme de bâtiments.** La population urbaine va passer le seuil de 80% dans les pays développés et de 60% dans les autres. Être capable de concevoir ce type de ville est un enjeu mondial pour éviter de développer des mégalopoles malsaines, polluées et criminogènes.

## 4. Le capital humain

**Le capital humain est la base de tout.** La France bénéficie d'une grande variété anthropologique, à la différence de pays comme l'Allemagne, où le trait d'union est une culture commune. Le dynamisme du développement est différent en Alsace, dans le Sud, dans le Nord et en Bretagne. Des entreprises qui avaient délocalisé dans des pays à bas salaire pour faire des « économies » (par exemple Lectra Systems en Aquitaine) se sont rendu compte que ces soi-disant économies étaient rapidement perdues en coûts de non-qualité, en perte de capacité d'innovation et de co-développement avec clients et partenaires, et ont finalement rapatrié leur production.

Le territoire constitue un milieu innovateur quand on se donne les moyens de le comprendre et de le valoriser. Les progrès en économie institutionnelle et des territoires (notamment en Suisse et en Italie du Nord) montre que l'entreprise innovante ne préexiste pas aux milieux, elle est secrétée par eux. **Dans le contexte de la III<sup>e</sup> révolution industrielle la création technologique se fait actuellement de manière bourgeonnante et largement imprévisible : la ressource invariable est le capital humain, la culture et les institutions informelles du territoire.** La manière de concevoir le développement des territoires depuis Paris en important des technologies sans tenir compte du milieu local est une source d'échec. **De plus, le capital humain est un actif non transférable, ce qui est un atout pour des entreprises innovantes convoitées par des puissances étrangères.**

## Principes

Mais toutes ces réformes ne pourront aboutir sans une modification profonde, intellectuelle et morale de la formation des « élites ». On fait effectivement partie d'une élite par ce que l'on a réalisé, par ses résultats et sa compétence hors du commun, pas parce qu'on a réussi un concours difficile quand on était jeune. Par exemple, l'ENA est devenue une formation totalement inadaptée : l'enseignement, par ailleurs fort peu technique, repose sur l'idée de « l'ingénierie sociale », qu'il y a de bonnes pratiques universelles et qu'avec un décret et quelques arrêtés l'affaire sera réglée. **On fabrique des technocrates inaptes à écouter et comprendre.** Ils n'y sont pas invités car leur but n'est pas d'obtenir des résultats mais de gérer leur carrière en ne prenant pas de risques et en reproduisant à l'identique le système existant, donc d'être hostile à l'innovation et l'évolution.

La crise de la COVID19 a montré que le problème de notre administration ne vient pas des « petits » fonctionnaires de terrain qui ont assuré la survie du système par des initiatives venues de la base, dans des conditions précarisées par les réductions d'effectifs. A l'opposé la santé est un domaine stérilisé par la multiplication des structures qui passent leur temps à chercher à se coordonner. Les ARS avec leurs 8596 emplois n'ont cessé de contrarier les initiatives des régions qui étaient au contact du terrain. Dans les pays qui ont le mieux géré la crise (Suisse et Allemagne, notamment) les structures de santé sont de niveau régional et savent concevoir des stratégies et des allocations de ressources appropriées aux contextes des territoires.

**L'urgence est donc l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui : cesser de recruter des hauts fonctionnaires et augmenter le nombre des fonctionnaires de terrain.** Rien ne justifie que l'on réduise drastiquement le nombre de postes pour les fonctionnaires de terrain tandis que l'on continue de recruter par l'ENA, dont le premier objectif est de gérer la reproduction de cette catégorie. Le conflit autour de la chloroquine a montré que ces « élites » par le diplôme étaient fondamentalement hostiles aux vraies élites par la compétence scientifique, la pratique et les résultats. Nous avons, en France, d'excellentes élites, nous ne pouvons pas nous développer avec de pseudo élites administratives qui s'autoattribuent la compétence et torpillent les véritables élites scientifiques et professionnelles.

**Cela suppose de revoir la formation des hauts fonctionnaires,** imprégnés d'une pseudo-science qui les rend hostiles – avec une agressivité inacceptable, comme on l'a vu dans l'affaire de la chloroquine – à toute approche qui n'entre pas dans leurs canons, dont on voit pourtant les résultats finir en scandale. Le recrutement de l'ENA sera mis en diète thérapeutique pour revoir la formation des hauts fonctionnaires pendant au moins deux ans, les recrutements de cadres, s'il est besoin, étant satisfaits par promotion interne. Les futures élites administratives devront être formées à la conception des systèmes complexes, à une pratique épistémologique qui fait le lien, comme dans toute science, entre les principes généraux d'une démarche scientifique et les réalisations empiriques de terrain. La progression dans les carrières devra être réformée pour se faire selon les résultats, et l'excellence professionnelle jugée par des autorités compétentes évitant tout conflit d'intérêt.

